

Comité technique ministériel, le SNPTES dénonce les violences -toutes les violences- et la gabegie réformatrice !

Alain FAVENNEC, secrétaire général adjoint

Le SNPTES a profité du comité technique ministériel de ce vendredi 20 avril 2018 pour dénoncer les violences ainsi que les atteintes à certaines libertés fondamentales vécues, ces dernières semaines, dans quelques établissements d'enseignement supérieur ! Le SNPTES rappelle, s'il en était besoin, que la liberté d'étudier ainsi que les libertés d'expression, de réunion et de manifestation sont, dans notre État de droit, pleines et entières et que rien, rien ne peut donc justifier des actes de violences ou des faits liberticides, d'où qu'ils proviennent !

Les "blocages" de sites universitaires et les nombreuses manifestations ne peuvent, pour le SNPTES, s'expliquer, comme on voudrait nous le faire croire, par les seules manigances « *d'agitateurs professionnels venus d'ailleurs* », elles sont, en réalité, le fait d'une jeunesse inquiète qui réclame plus d'écoute de la part du Gouvernement. Malheureusement, le dialogue social et l'écoute ne sont pas les points forts de ce Gouvernement.

Pour le SNPTES l'incompréhension règne aussi parmi les personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche. Incompréhension, face à des annonces à flot ininterrompu de projets ou de propositions de réformes qui, on ose à peine l'écrire, « malheureusement » aboutissent souvent et conduisent donc les personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche à appliquer les conséquences d'une folie réformatrice plutôt que de se consacrer pleinement aux élèves, étudiants et étudiantes ainsi qu'à la recherche fondamentale ou appliquée, en d'autres termes à ce que le SNPTES continue à défendre : l'intérêt général !

Pour le SNPTES, au sens politique, gouverner nécessite la détermination préalable puis le suivi d'une ligne politique et c'est bien cette ligne, celle du Président de la République et de sa majorité, qui porte les germes et avatars de cette incompréhension, autrement dit, nos gouvernants ne peuvent avoir un cap qui se résume à « la réforme pour la réforme ». Pour le SNPTES la réforme n'est pas une fin en soi, mais simplement un acte logique censé améliorer, selon les cas, le service public, la vie des personnels ou des usagers. Nous en sommes loin, trop loin !

Choisy-le-Roi, le 20 avril 2018